

**Au deuxième tour des élections régionales : tout faire pour faire barrage au FN et aux Républicains ! NON au Front républicain.**

**Pas une voix ouvrière aux partis bourgeois : pour un vote sans condition pour les listes d'union PS-Front de gauche.**

**Ce vote est indissociable du combat contre la politique répressive et anti-ouvrière du gouvernement Hollande-Valls !**

**La responsabilité des directions syndicales est d'exiger de la majorité de députés du PS et du Front de Gauche la levée immédiate de l'État d'urgence et l'arrêt des frappes en Syrie !**

---

**Pas une voix ouvrière ni au FN ni aux Républicains ! Les travailleurs n'ont pas d'autre choix contre les partis de la bourgeoisie que de voter inconditionnellement pour les listes d'union PS-Front de gauche**

---

Le premier tour des élections régionales représente très clairement un vote sanction de la politique du gouvernement dirigé par Hollande et Valls qui mène une politique anti-ouvrière, répressive et guerrière, au compte de la bourgeoisie française.

Ainsi, une partie de la classe ouvrière s'est largement abstenue.

Le FN avec 28,42 % et 6 millions de voix capte de nombreuses voix ouvrières, qui déboussolées par la politique du gouvernement, vont chercher dans le FN une réponse à leurs problèmes alors que l'objectif du FN est de diviser les travailleurs pour mieux les écraser.

Le FN bénéficie également des voix d'une partie de la petite-bourgeoise au détriment des Républicains (27,8 % avec 5.7 millions de voix, 6 millions pour l'ensemble des listes de droite).

Le PS quant à lui continue de baisser son score à 23,48 % avec 5 millions de voix, 5.4 millions avec les listes divers gauche.

Quant au Front de gauche divisé entre PCF d'un côté et Front de gauche/EELV de l'autre, il totalise autour de 900 000 voix faisant 4 % au total. Le Front de gauche paye sa division et son absence d'opposition réelle à la politique du gouvernement. Les élus Front de gauche ont ainsi permis le vote pour le prolongement de l'État d'urgence

La direction du PS appelle au Front Républicain dans 3 régions dominées par le vote FN et LR : Nord-pas-Calais / Picardie, PACA et le Grand Est. D'ores et déjà la tête de liste PS d'Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine a refusé de se retirer pour faire barrage au parti bourgeois Les Républicains.

Le Front Républicain au contraire jette les travailleurs dans les bras des partis bourgeois pour mieux préparer leur retour au pouvoir en 2017.

Le Front de gauche version PCF et celui allié à EELV a annoncé la fusion avec les listes PS en Île-de-France, en Languedoc-Roussillon-Midi-Pyrénées, en Aquitaine-Limousin-Poitou-Charente, en Auvergne-Rhône-Alpes, en Normandie. Le Front de gauche appelle au vote PS mais également au Front républicain en PACA et dans le Nord.

LO de son côté avec 1.5 % des voix n'appellent pas à voter PS-Front de gauche.

Dans ce contexte très confus, la classe ouvrière ne peut se rassembler qu'en faisant barrage au FN et aux Républicains.

**Cela signifie concrètement un vote au 2<sup>ème</sup> tour pour les listes PS-Front de gauche sans adhésion à la politique du gouvernement.**

Car ce vote est indissociable du combat contre la politique menée par le gouvernement Hollande-Valls, en premier lieu pour la levée immédiate de l'État d'urgence et le combat pour défendre les travailleurs contre les réformes pro-patronales.

---

### **Front unique pour imposer à la majorité PS-Front de gauche le combat contre la politique anti-ouvrière et répressive du gouvernement Hollande-Valls**

---

Les travailleurs n'ont pas d'illusions sur le vote PS en raison de la politique patronale qu'il mène depuis 2012 et qui l'a amené à perdre toutes les élections.

Mais beaucoup s'interrogent : quelle perspective politique pourrait être ouverte pour combattre la politique du gouvernement Hollande-Valls et le renverser sans remettre au pouvoir Les Républicains ?

Le vote de 2012 signifiait que les travailleurs n'entendaient pas laisser Sarkozy et l'UMP poursuivre la remise en cause des acquis ouvriers. La majorité de députés du PS et du Front de gauche à l'Assemblée Nationale n'a pas été élue pour que soit mise en œuvre une politique de destructions des acquis et des droits ouvriers, pour le compte de la bourgeoisie française en crise !

La responsabilité des organisations syndicales n'est pas seulement de critiquer, d'aménager ou de demander des contreparties aux attaques du gouvernement, notamment dans le cadre du dialogue social, mais d'organiser le combat central, par une manifestation à l'Assemblée Nationale, pour imposer à cette majorité PS-Front de gauche de voter :

- **POUR la levée immédiate de l'État d'urgence, CONTRE les frappes en Syrie**
- **CONTRE le budget 2016 qui poursuit l'austérité**
- **CONTRE le projet de loi Santé qui privatise les hôpitaux**
- **CONTRE toute réforme du Code du travail**
- **pour REMETTRE EN CAUSE la réforme territoriale, la fusion des régions**

Un autre gouvernement est possible : un gouvernement du PS et du Front de Gauche, - sans Valls, ni Macron, ni ministre bourgeois – auquel la mobilisation massive des travailleurs pourrait imposer une politique de défense des intérêts ouvriers. La défense des acquis ouvriers est incompatible avec le maintien du système capitaliste. Ce qui manque aux travailleurs c'est un parti révolutionnaire qui combatte pour le renversement du capitalisme.

**C'est l'objectif des militants du groupe Révoltes d'œuvrer à la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire.**